En 2014, la Région n'a pas dépensé tout son budget

Après avoir adopté hier à Marseille son compte administratif, elle a pu réaffecter des millions d'euros qu'elle a inscrits à son budget supplémentaire et qu'elle va entre autres consacrer aux PME

Quand le Conseil régional parle budget, on se croirait à la Française des jeux. Il brasse des millions et des millions d'euros. Chaque habitant en Paca joue au moins deux fois, lorsqu'il paye ses impôts : en tant que contribuable régional mais aussi national. Car le gouvernement casse sa tirelire pour redistribuer une partie des impôts qu'il encaisse. Ce sont les dotations de l'État. En 2014, le petit cochon était bien moins gras que les autres années. Jean-Louis Joseph, élu de la majorité de gauche, dans le Vaucluse, – le Monsieur finances de la Région – ne le nie pas : « *La baisse des dotations de l'État s'est avérée plus importante qu'annoncée. En 2014, elle a ainsi atteint près de 35 millions.* »

Elle a dû ajuster son budget de fonctionnement qui reste considérable puisqu'il s'élève à 2 milliards 271 millions d'euros.

Côté investissement, ce sont 565 millions d'euros qui ont été dépensés dont 81 millions d'euros supplémentaires dans les transports, l'aménagement du territoire et le développement économique.

Pierre-Paul Léonelli, élu sur la liste de droite « Notre Région doit changer », dans les Alpes-Maritimes, s'engouffre dans la brèche ouverte par Jean-Louis Joseph : « *Ce compte administratif résume à lui seul la faillite de la gauche en Paca : des trains express régionaux les plus défaillants de France avec un taux de ponctualité médiocre (77 %) et un taux d'annulations scandaleux (8 %), des lycées neufs annoncés mais rarement construits; un nombre d'apprentis quasiment égal à celui de 1998; 458 000 chômeurs.* »

Michel Vauzelle, président de la Région, qui vit là son dernier compte administratif puisqu'il ne se représente pas en décembre, n'est pas dans l'hémicycle. Le règlement impose qu'il ne participe pas au vote. C'est Patrick Allemand, élu de la majorité dans les Alpes-Maritimes qui mène la séance et assiste à une partie de ping-pong.

L'hémicycle du conseil régional à Marseille donne toujours une impression de chaises vides. Hier, le quorum était atteint. Il est à 62 élus présents. Ils étaient 73 présents sur 123 élus. (Photo R. M.)

Car Jean-Louis Joseph répond : « *C'est Sarkozy qui a laissé la France exsangue. Et notre région est identifiée comme ayant le mieux résisté à la crise.* »

Un budget supplémentaire de 364 millions

En votant son compte administratif, la Région a fait ses comptes pour 2014. La bonne nouvelle c'est que tout n'avait pas été dépensé. Mais la Région a prévu de le faire en 2015, dans le cadre du budget supplémentaire. Par exemple : 5,8 millions d'euros soutiendront de grands projets structurants, dont le projet de campus numérique « The Camp. » 14,5 millions iront à l'aménagement et à l'habitat. 15 millions aux PME régionales. 4,2 millions à l'acquisition de terrains dans le cadre de la construction de l'Université régionale des métiers décrite par Jean-Louis Joseph comme « *un véritable pôle régional d'orientation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie* ». « *Au total, le budget supplémentaire 2015 s'équilibre en recettes et en dépenses à 364 millions d'euros* », précise Jean-Louis Joseph.

Compte administratif et budget supplémentaire ont été adoptés mais le FN et la droite ont voté contre.

RÉGINE MEUNIER
rmeunier@nicematin.fr

Cent rapports à l'ordre du jour

Cette assemblée plénière était un peu fouillis. Pas moins de cent rapports étaient inscrits à l'ordre du jour, sans compter les motions, vœux, rajouts, etc. Quand Michel Vauzelle a repris les commandes une fois que tout ce qui était budget a été voté, il n'a pas du tout suivi la chronologie. Ainsi il est passé du rapport 13 au 24 puis au 100, etc.

Voici quelques points adoptés au fil de cette journée marathon.

Réfugiés de la frontière franco-italienne. Dans une motion, le conseil régional demande entre autres au président de la République « *de mobiliser ses services pour la mise à disposition rapide de centres d'accueil et de régulation, d'orientation et de soins, en utilisant par exemple l'ancienne base aérienne désaffectée 943 de Roquebrune-Cap-Martin.* »

Au même moment, l'annonce des attentats d'hier, tombe sur les téléphones portables. « *Nous sommes tous Méditerranéens,* répète Michel Vauzelle, *si on ne gère pas bien la situation des migrants, on va vers des problèmes majeurs.* »

Le FN en la personne de Bernard Marandat, élu des Bouches-du-Rhône, laisse une partie de l'assemblée sans voix : « *Il manque un paragraphe à cette motion avec les noms et adresses de ceux qui la proposent, pour accueillir les migrants.* »

Sophie Camard, élue des Bouches-du-Rhône sur la liste Écologie Les Verts, s'indigne : « *A ceux qui considèrent qu'un accueil digne des réfugiés, ça coûte trop cher, je pose la question : combien ça coûte de fermer les frontières ? De construire des murs ? De déployer des forces de police ou militaires pour empêcher la libre circulation ? Les expulsions ?* »

Recours. Ce sont les élus de droite de la liste NRC, qui le font. Il y a en effet litige sur un vote. Il concerne le compte administratif 2014 et la régie de la villa Méditerranée. Le résultat est en effet à 52 pour, 52 contre et 17 abstentions. Selon eux, il ne peut être adopté. Patrick Allemand qui a voté, évoque la voix prépondérante du président. En effet, il remplaçait à ce moment-là Michel Vauzelle. La droite a décidé de faire un recours auprès du tribunal administratif. La villa Méditerranée est un espace de conférence à Marseille. Elle accueillait récemment la MedCop21, conférence méditerranéenne sur le changement climatique.

C'est signé. Neuf contrats d'équilibre territorial ont été signés hier. Parmi eux ceux d'Asses-Verdon-Var et de Vallées d'Azur Mercantour. Ils ont pour but entre autres « *d'impulser la transition écologique et énergétique ; de favoriser un aménagement du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière.* » Avant d'être signés, ils ont été adoptés. La droite et le FN se sont abstenus.

R. M.

En bref

Appel à témoignages

Pierre-Louis Buzzi, étudiant à l'université de Strasbourg, mène actuellement des recherches dans le cadre d'une thèse sur les immigrés italiens en France pendant la Première Guerre mondiale. L'étudiant strasbourgeois recherche des témoignages sur notre région.

Pour le contacter : pl.buzzi@laposte.net